

COMMUNIQUÉ

-CRETEIL, LE 25 novembre 2013

Métropole du Grand Paris, et maintenant la suppression des départements ?

Je viens de lire avec un très grand étonnement qu'un député des Hauts-de-Seine s'apprêtait à déposer un amendement à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi relatif aux métropoles préconisant la fusion au sein de la métropole du grand Paris des départements de petite couronne avec Paris à l'horizon 2020.

Je suis en effet très surpris que dans le droit fil du Sénateur UMP Dallier, un député socialiste reprenne sans état d'âme la proposition incohérente préconisée il y a quelques années par la commission Attali à Nicolas Sarkozy.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à de nombreuses reprises, une telle perspective relève d'une méconnaissance totale de l'action de notre département et constitue un véritable danger pour la vie quotidienne de nos concitoyens.

En effet, fusionner et supprimer les départements de petite couronne au motif qu'ils seraient inutiles c'est rayer d'un trait de plume toutes les actions particulières développées par notre collectivité depuis près de 50 ans.

Inutiles la mise à disposition d'un ordinateur portable pour tous les collégiens ?

Inutiles les 20 parcs départementaux, les 76 crèches départementales ?

Inutile le remboursement de 50% de la carte Imagine'R pour les scolaires, la prise en charge de la carte améthyste pour les aînés ?

Inutile l'aide au logement social, à la rénovation urbaine, aux clubs sportifs locaux, aux structures culturelles ?

Inutiles les actions en faveur de l'emploi et du développement économique ?

Inutiles les liens tissés entre le Département et les communes pour favoriser un aménagement durable, dynamique et humain du Val-de-Marne ?

Inutile enfin le Département qui hier a initié le projet de métro en rocade et, avec ORBIVAL, a fédéré les énergies pour le faire aboutir, qui aujourd'hui contribue de manière décisive au développement des transports en Val-de-Marne avec le T7 et qui demain portera le projet de téléphérique urbain Téléal ?

La liste est longue de l'ensemble des actions conduites ou initiées par notre collectivité et qui contribuent au quotidien à faciliter la vie de nos concitoyens et à corriger les inégalités sociales et territoriales. C'est en Val-de-Marne un cap permanent pour la majorité de gauche qui dirige ce département depuis près de quarante ans.

Or c'est bien de cela qu'il s'agit et non d'un quelconque conservatisme ou d'une volonté de défendre des places.

J'ajoute que les propos que j'ai pu lire ce dimanche sont particulièrement injustes pour les 49 conseillères et conseillers généraux et pour l'ensemble des 8.000 agents du Conseil général qui ne ménagent pas leurs efforts pour rendre notre département utile, solidaire et innovant.

Mais si, pour certains, défendre les intérêts des populations et contribuer à développer le territoire c'est du conservatisme et bien soit, je préfère aider à conserver cela que de livrer des pans entiers du service public départemental au néant, à la concurrence ou au privé et de concentrer à l'échelle d'un territoire de près de 7 millions d'habitants des fonctions qui nécessitent proximité et réactivité.

D'ailleurs derrière ces députés qui en veulent aux départements se cachent de vieilles lunes libérales pour lesquels l'action publique, le service public n'ont pour seule vocation que de disparaître comme le préconise la commission européenne.

En conséquence j'appelle le gouvernement à rejeter de telles propositions fantaisistes et à s'engager fermement à garantir que toute modification des institutions locales fasse l'objet d'une consultation des citoyens. C'est un vœu que l'Assemblée départementale a encore récemment exprimé.

J'appelle les Val-de-Marnais, leurs élus, les acteurs institutionnels, économiques et sociaux à exprimer leur attachement à leur département et leur rejet de toute disparition de celui-ci.

Franchement, en cette période difficile de crise économique et sociale, nous avons bien mieux à faire qu'à mettre en cause ce qui fonctionne bien.

Je souhaite que les apprentis sorciers coupés des réalités quotidiennes l'entendent et en tiennent compte.

Christian Favier

Sénateur

Président du Conseil général du Val-de-Marne